

Déclaration de Bucarest des enfants de l'Union Européenne

Appel à mobilisation pour la participation des enfants dans les processus de prises de décisions à l'échelle nationale et européenne

Adopté lors de la Conférence Internationale « Participation des enfants aux processus de prises de décisions et à l'élaboration des politiques au niveau de l'Union Européenne », 6 et 7 mai 2019, Bucarest, Roumanie.

Des enfants issus de toute l'Union Européenne se sont réunis à Bucarest pour présenter leurs recommandations et inciter les dirigeants des pays européens et de l'Union Européenne à faire de la participation des enfants une priorité et une réalité.

Nous rêvons d'une communauté européenne qui autorise et encourage la participation des enfants aux processus de prises de décisions. Pourquoi ? Car nous voulons être consultés sur des sujets ayant un impact direct sur nos vies, à la fois en tant que citoyens de nos propres pays mais également citoyens européens. Car nous représentons une part non-négligeable de la population de l'Union Européenne et nous écrivons plus que jamais notre propre histoire au travers de marches et manifestations, en nous faisant entendre et en occupant l'espace public. Car nos opinions, nos sentiments, nos voix comptent et nous rassemblent, et que nous sommes aussi des acteurs d'aujourd'hui. Car nous voulons grandir et vivre dans une Europe qui incite et valorise notre participation lors de prises de décisions.

Nous vivons dans un nouveau monde, avec de nouveaux défis et obstacles, résolvons-les avec des solutions innovantes telles qu'une participation réelle et authentique des enfants et des jeunes !

Jeune, 17 ans, France

Le contexte. Trente ans se sont écoulés depuis que la Convention Internationale de Droits de l'Enfant (CIDE) a été adoptée par tous les pays membres de l'Union Européenne. L'article 12 stipule que tous les enfants et jeunes ont le droit d'être entendus et que leurs opinions soient considérées en fonction de leur âge et de leur niveau de maturité. L'article 24 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne reconnaît également notre droit à être

entendus. Enfin, les recommandations de la Commission Européenne de 2013 « Investir dans l'enfance » plaident en faveur de la création d'un mécanisme promouvant la participation des enfants dans les prises de décisions affectant directement leurs vies.

« L'Évaluation de la législation, des mesures et pratiques relatives à la participation des enfants au sein de l'Union Européenne », publiée en 2015 par la Commission Européenne a conclu que « les pratiques législatives relatives à la participation des enfants varient considérablement d'un état membre à un autre » et alerte sur « le décalage souvent existant entre la loi et la mise en pratique de cette dernière ». Le questionnaire *Europe Kids Want* (« L'Europe que les enfants veulent ») mené par Eurochild et UNICEF l'année dernière, collectant les réponses de 20 000 jeunes de toute l'UE, révèle que seulement 43% des enfants et jeunes pensent que l'UE améliore leurs conditions de vie. Quant à leur participation, seulement 14,6% des enfants interrogés estiment que les adultes écoutent leurs opinions lorsqu'ils prennent des décisions au sein de leur établissement scolaire, et moins de 8% d'entre eux ont la sensation d'être écoutés lorsqu'il s'agit de prendre des décisions relatives à leur communauté.

Lors de la Présidence roumaine du Conseil de l'Europe, durant la première moitié de 2019, des décisions clés quant à l'avenir de l'Europe ont été prises, dessinant ainsi les contours de l'UE pour la décennie à venir, et les élections européennes ont été organisées en parallèle.



Bucharest EU Children's Declaration

Notre initiative a commencé avec le Conseil Roumain des Enfants – un groupe dirigé par des enfants d'âges différents, habitant des zones urbaines ou rurales, ayant grandi dans leurs familles ou dans des foyers, issus de communautés ethniques différentes et possédant des expériences diverses en termes de prise de parole. Pour certains d'entre nous, c'était la première fois que nos avis parvenaient jusqu'aux responsables politiques. Nous avons contacté d'autres enfants de l'UE, nous nous sommes rencontrés virtuellement ou physiquement et nous avons essayé de consulter autant d'enfants que possible. Nous sommes citoyens de différents pays membres de l'UE et nous représentons un cinquième de sa population, âgée de moins de 18 ans. Nous demandons à ce que nos voix soient entendues et considérées et nous engageons à participer en toute bonne foi pour construire la future Union Européenne, tous ensemble.

Le défi. La participation commence dans les familles dès le plus jeune âge. Les parents et représentants légaux doivent pouvoir nous aider à construire notre estime de soi et notre indépendance, tout en nous aidant à comprendre les conséquences de nos actes. Les parents et représentants légaux doivent nous encourager à nous engager au sein de nos communautés et nous demander nos avis, les écouter, les valoriser et les appliquer.

Nous parlons de sujets affectant directement les enfants et sur lesquels nous n'avons aucun pouvoir. Qu'est-ce que cela vous ferait d'avoir quelqu'un qui pense à votre place et aucune possibilité de changer cela ?

Participante, 15 ans, Allemagne

L'école est le lieu où nous recevons de l'information, acquérons des savoirs et développons des compétences. En conséquence, nous pensons que ce lieu doit devenir un endroit où nous pouvons apprendre et exercer la participation en dehors du cadre familial. Cela peut uniquement se produire si, au sein des établissements scolaires, nous sommes impliqués dans les processus éducatifs en tant que partenaires.

Nous devrions tous avoir le droit de participer, quelque que soit notre âge, notre sexe, nos origines, nos appartenances ethniques et nos capacités. Nous devrions apprendre à être inclusifs et à se soutenir les uns-les-autres dans un environnement prêt à écouter tous les enfants. Des opportunités doivent être créées afin de soutenir et encourager la participation des enfants les plus vulnérables, dont les voix sont trop rarement entendues.

La capacité de participation que l'on peut développer au sein de la famille et de l'école doit ensuite pouvoir être utilisée dans notre communauté. Aucune structure publique n'est trop petite ou trop grande pour ne pas nous impliquer : tout problème nous affectant peut être traduit dans un langage accessible et adapté à notre niveau de compréhension, afin que nous puissions donner notre avis. Les limites d'âge ne doivent pas être perçues comme des barrières à la participation des enfants : les diverses expériences menées dans plusieurs pays le prouvent.

L'opportunité. Les enfants représentent plus de 20% de la population de l'Union Européenne et nous sommes, comme le disent nos parents et nos décideurs politiques, le futur de l'Europe. Nous sommes conscients que, pour faire partie de ce futur, nous devons être impliqués dès aujourd'hui, le plus tôt possible, et être perçus non pas uniquement comme un investissement mais plutôt comme ressource. Encourager notre participation générera plusieurs résultats : le développement d'une génération de citoyens plus préparés à s'engager et à collaborer, le développement d'une culture participative et le sentiment croissant que nos apports serviront aux décisions prises et auront des résultats.



Bucharest EU Children's Declaration

Nous, enfants et jeunes, sommes plus responsables et fiables que ce que la société veut faire croire. Donnez-nous l'opportunité de participer, nous vous le prouverons et deviendrons de meilleurs adultes.

Enfant, 9 ans, Roumanie

La culture de participation des enfants peut être construite à plusieurs niveaux : au sein de la famille, de la communauté locale, régionale, nationale et bien sûr, européenne. Cela crée des bénéfices à court et long terme et permet de façonner de façon significative le prochain degré d'engagement civique. Nous pourrions ainsi réduire certains risques que nous connaissons actuellement dans nos pays mais également plus largement en Europe et construire notre avenir de façon plus durable et positive.

On entend souvent que la participation est un sujet compliqué, elle serait chère et difficile à mesurer et à évaluer. Plusieurs bonnes pratiques de pays membres de l'Union Européenne montrent cependant que la participation est possible et pérenne, le développement des nouvelles technologies et le nombre croissant d'enfants y ayant accès pouvant faciliter et stimuler la participation.

Les organisations de la société civile et des communautés sont déjà très actives et grâce à un investissement stratégique et structuré, elles peuvent aider à augmenter la participation des enfants comme elles le font déjà avec des citoyens plus âgés. Les structures de dialogue social créées ces dernières années peuvent également être améliorées pour intégrer la participation des enfants.

Nos demandes. Nous demandons une feuille de route claire relative à la mise en place des dispositions de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne et des recommandations établies par le Parlement et la Commission Européenne en rapport avec la participation des enfants et des jeunes. Nous demandons à ce que les recommandations faites dans le rapport de la Commission Européenne sur la participation des enfants soient implémentées le plus rapidement possible.

Nous demandons à ce que des mécanismes de suivi et d'évaluation clairs et simples soient mis en place pour assurer une participation équitable et que des rapports réguliers soient disponibles à un niveau local, national et européen. Tout mécanisme rendant compte de l'état des droits des enfants doit inclure une partie relative à la participation des enfants et des jeunes. De même, un jour spécifique devrait être dédié à pour célébrer la participation des enfants au sein de l'Union Européenne.

Des efforts supplémentaires doivent être faits pour inclure les enfants dans le processus de décision, en raison de l'équilibre de pouvoir inhérent entre nous et les adultes. Nous contrôlons votre futur, écoutez-nous.

Jeune, 17 ans, Royaume-Uni

Nous demandons à ce que la participation des enfants et des jeunes soit soutenue à travers des programmes dédiés, accessibles dès l'école maternelle afin de sensibiliser les enfants à leur droit de participation et développer leurs compétences en lien avec le sujet. Ces points devront être complétés par la construction chez les parents et représentants légaux d'une capacité à engager leurs propres enfants. En parallèle, des programmes visant à inclure et à sensibiliser les jeunes aux mécanismes de consultation de la communauté doivent être initiés à un niveau local. Au niveau national, les espaces et mécanismes relatifs à la participation des enfants doivent être proposés pour toutes les consultations importantes et les processus de prises de décisions, pour l'instant uniquement réservés aux adultes. Les parlements doivent considérer la mise en place d'un mécanisme institutionnel permettant la consultation des enfants lorsqu'un projet de loi les concernant est rédigé.

Nous demandons à ce que la participation des enfants devienne un principe horizontal guidant tous les investissements menés par l'Union Européenne. « Rien pour les enfants sans les enfants » devrait



Bucharest EU Children's Declaration

être le crédo autorisant le déploiement d'un financement européen permettant la création de nouveaux moyens innovants afin d'impliquer les enfants et les jeunes à tous les niveaux dans les programmes de développement et à suivre les résultats d'un tel engagement.

Nous demandons à ce que des plateformes ou forums dédiés à la participation des enfants soient créés à une échelle nationale et européenne afin de nous donner accès à l'information : sur les éventuelles décisions politiques ou mesures adoptées par des programmes ou projets nationaux ou internationaux, mais aussi pour sonder l'avis des enfants sur divers sujets. Nous demandons un soutien de la part de la société civile au niveau national et européen pour permettre de porter, guider et encadrer notre participation, celle des jeunes et des enfants. Des dispositions juridiques doivent être prises afin de nous impliquer dans les diverses organisations de la société civile et ainsi, encourager et légitimer notre participation.

Nous saluons toutes les instances locales, régionales, nationales ou européennes prenant nos avis en compte mais nous voudrions que cela fasse partie d'un processus structuré, continu, respectueux et protecteur de nos droits et valeurs, faisant sens et utilisant nos apports. Nous sommes plus qu'une simple présence aux événements publics et des jolies photos nous montrant souriants avec des personnalités politiques. Souvent, lorsque des enfants sont impliqués, ils ne sont pas correctement informés en amont et ne reçoivent aucun retour sur leur contribution.

Nos engagements. La génération actuelle d'enfants et de jeunes, qui a déjà démontré sa capacité d'analyse et d'action sur des préoccupations urgentes et contemporaines (*Fridays for future, the #NeverAgain March, les résultats de l'enquête Europe We Want ou encore la popularité croissante de U-Report*), ne sera pas uniquement porteuse de créativité, d'honnêteté, de bon sens, d'expériences ou de perspicacité mais offrira également une contribution objective, juste et impartiale. En tant qu'enfants et futurs adultes de nos sociétés et de l'Union Européenne, nous sommes directement concernés par la définition de notre avenir et nous voulons nous engager à y contribuer de façon positive.

Toute opportunité de participation sera la bienvenue, quel que soit son niveau, et l'expérience acquise avec le groupe impliqué dans ce processus prouve que nous pouvons contribuer aussi à un niveau local que national ou européen. Créer l'espace et la culture nécessaire à la participation des enfants nous permettra d'engager un changement significatif dans le dialogue intergénérationnel et de faciliter les synergies entre les générations : afin d'apprendre de chacun et de transformer le soi-disant « conflit » entre générations en pont entre générations.

Nous militons pour que la participation soit reconnue comme un de nos engagements forts, afin de rendre à nos familles et communautés ce qu'ils ont investis en nous, le plus tôt possible. Nous militons pour la participation des enfants et des jeunes car nous sommes convaincus qu'elle nous permettra de devenir de meilleurs citoyens européens, dans une Europe meilleure.

Nous n'avons pas l'expérience acquise par les adultes, mais nous avons de l'imagination, de la détermination et des milliers de questions auxquelles nous pouvons apporter des réponses. La première à mentionner serait « Et si ? ». Et si nous faisons de la participation des enfants une réalité ? Comment cela ne pourrait-il pas conduire à une Europe meilleure ?

Enfant, 13 ans, Roumanie



Bucharest EU Children's Declaration